

Celles et ceux qui ont sauvé le plus de vies le 13 novembre 2015 sont les soignant-e-s !
Les effets d'annonce se sont succédés concernant des créations d'emplois au sein de la police, de la justice, des douanes, **mais rien pour la santé.**
Pourtant les personnels hospitaliers ont fait preuve d'un extrême dévouement et d'une efficacité sans faille suite aux attentats du 13 novembre.

Tout pour le sécuritaire. Rien pour la santé!

L'OCDE vient de publier son « panorama de la santé » avec les comptes 2015. Il donne un éclairage gênant pour les politiques sur la « légitimité » des arguments qui servent à imposer une cure « d'hôsté-rité » à l'encontre des secteurs sanitaires et sociaux.

Trop nombreux les personnels soignants ?

Nos gouvernants, prompts à se féliciter de l'excellence de notre service hospitalier, lui portent en fait une considération politique bien maigre.

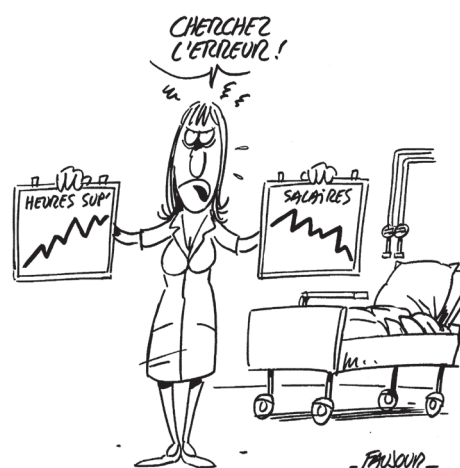
Par rapport aux 45 pays étudiés dans ce panorama, **la France occupe le 20^{ème} rang mondial par rapport au nombre d'infirmières par habitant-es!**

En ce qui concerne le ratio nombre d'infirmières par rapport au nombre de médecins, la France est passé du 22^{ème} au 17^{ème} rang mondial. Malheureusement il n'est pas lié à l'augmentation du nombre d'infirmières, mais à la diminution du nombre de médecins, **ce n'est en rien rassurant!**

Et cela ne va pas s'arranger, en ce qui concerne la politique de formation infirmière, **nous sommes 20^{ème} sur 34 pays.** Et si un petit effort est à noter en 2011, nous sommes en chute libre depuis, en volume de formation.

Il est à noter, en plus, qu'entre les **pratiques avancées** de la future Loi de Santé et la **coopération entre professionnels**, suite de la loi Bachelot, le glissement de tâches des médecins vers les infirmières, pour compenser le manque de praticiens, engendre une moindre disponibilité pour la réalisation de soins infirmiers proprement dits.

Trop bien rémunéré-es les soignant-es hospitalier-ères?



Les chiffres publiés prennent l'exemple des infirmières, mais on peut facilement en déduire que ce n'est pas mieux pour les autres personnels.

Sur 24 pays étudiés, en 2013, le salaire des infirmières par rapport au salaire moyen du pays nous met en... **23^{ème} position.**

Et ce n'est pas vraiment mieux en ce qui concerne le salaire brut, nous sommes en 20^{ème} position.

La réalité est donc bien loin de l'image que l'on veut nous imposer de l'infirmière fonctionnaire nantie et privilégiée. **La France est le pays d'Europe qui a la pire considération pour son personnel soignant** (en considérant que les grilles des autres professions paramédicales sont liées à celle des infirmières).

En ce qui concerne les médecins hospitaliers, c'est un peu mieux que pour les infirmières, mais guère, 14^{ème} place mondiale pour leur rémunération.

Et que dire des catégories B et C qui rentrent pour beaucoup dans la catégorie des travailleurs pauvres.



Union
syndicale
Solidaires



Fédération nationale

SUD Santé Sociaux
Solidaires-Unitaires-Démocratiques

70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67

www.sudsantesociaux.org
contact@sudsantesociaux.org
Tweet: sudsantesociaux

Paris, le 24/11/2015

Investissement dans la santé.

Les politiques et certains médias nous rebattent les oreilles en permanence avec les dépenses prohibitives en matière de santé et leur dérapage.

C'est faux, le taux de croissance des dépenses de santé par habitants en France est très faible par rapport aux autres pays, depuis cinq ans la France oscille entre la 16^{ème} et la 23^{ème} place, pire, sur la période **2005-2013, la croissance de nos dépenses de santé nous place au 34^{ème} rang mondial.**

Contrairement à ce qui se raconte, la France n'est qu'au 7^{ème} rang européen côté dépenses. La France n'est donc pas un pays qui dépense aveuglément.

Encore quelques chiffres d'actualité.

Alors que l'on veut nous imposer une politique de *marche forcée vers les soins ambulatoires*, nous ne sommes qu'au 10^{ème} rang dans ce domaine. Et encore faut-il affiner car **en nombre de lits pour soins curatifs nous nous plaçons au 33^{ème} rang mondial**, ce n'est donc pas le moment d'en supprimer par pur choix économique et administratif d'autres.

Alors que l'on nous fait croire que les français consultent trop (en les culpabilisant), nous nous rangeons la 20^{ème} place dans ce domaine-là.

Le choix de l'austérité est une erreur !

Nous pouvons constater à la lecture des chiffres que, depuis que la France a fait le choix de la «rigueur», puis de «l'austérité», elle est passée du 14^{ème} au 32^{ème} rang mondial, en matière de croissance.

Ce choix de l'austérité est éminemment politique et pèse sur l'utilisation des richesses produites.

En gros aujourd'hui la redistribution des richesses en biens sociaux diminue alors que les dividendes versés aux actionnaires et aux fonds financiers augmentent.

L'austérité pèse avant tout sur la classe «ouvrière» mais crée un paradis pour les rentiers et les actionnaires.

Il est, par contre, légitime de se poser des questions sur la façon de dépenser. Nous dépensons trop en matière de médicaments, que ce soit en consommation ou en coût de médicaments. C'est la même chose pour les matériels médicaux.



De même, que l'argent de la Sécurité sociale serve à financer des cliniques lucratives qui versent des dividendes aux actionnaires ou à des fonds d'investissements privés ou qu'ils serve à financer des Partenariats Publics Privés dispendieux n'est pas légitime.

C'est Là que se trouvent des ressources pour mieux nous doter en moyens de santé et mieux rémunérer les professionnel-les.

Décidemment les capitalistes et profiteurs/euses nous coûtent cher et ce ne sont pas les professionnel-les de santé, à l'exception de quelques praticien-nes autorisé-es à des dépassements d'honoraires injustifiés et obscènes, qui diront le contraire.

La Fédération SUD Santé Sociaux:

- dénonce l'état d'urgence qui ne vise qu'à museler les libertés collectives et notamment celle de manifester au moment où se discutent des lois (LFSS et loi de Santé) qui vont déterminer l'avenir de nos secteurs,

- appelle l'ensemble des personnels à soutenir les luttes en cours (Angers, Rennes, ...) et à faire entendre leurs revendications au service du bien-être de la population, pour une meilleure qualité des soins dans le souci de l'égalité d'accès aux soins pour toutes et tous, partout sur le territoire.

La Fédération SUD Santé Sociaux exige:

- un vrai débat démocratique sur les choix politiques pour la santé,

- l'arrêt immédiat de la politique d'austérité imposée aux secteurs sanitaires et médico-social qui pèse essentiellement sur les conditions de travail des personnels, la qualité des soins et des prises en charges, ainsi que sur l'organisation des soins sur l'ensemble du territoire,

- la mise en œuvre d'une politique de formation à même de garantir l'augmentation des effectifs soignants,

- une Loi de Financement de la Sécurité Sociale propice à une augmentation de salaire et de nature à reconnaître au-delà des discours, l'excellence et le dévouement quotidien des personnels qui concourent au maintien d'un service de qualité auprès de la population,

- des conditions de travail améliorées avec le passage en semaine de 4 jours en 32h et 3 nuits en 30h.